

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 20 novembre 2017

Direction de l'instruction publique

**16 2017.RRGR.463 Motion 171-2017 Mentha (Liebefeld, PS)
Non aux coupes claires dans les tâches et prestations culturelles en faveur de la ville
fédérale Berne**

N° de l'intervention: 171-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.08.2017
Déposée par: Mentha (Liebefeld, PS) (porte-parole)
von Greyerz (Berne, PS)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Oui 07.09.2017
N° d'ACE: 1139/2017 du 1 novembre 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

Non aux coupes claires dans les tâches et prestations culturelles en faveur de la ville fédérale Berne

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. d'intervenir auprès du Conseil fédéral et du Parlement fédéral afin qu'ils annulent les réductions des subventions qui concernent les institutions culturelles bernoises (notamment le Musée alpin suisse, le Konzert Theater Bern KTB, le Musée suisse en plein air Ballenberg, la Dampfzentrale à Berne, le Musée d'Histoire de Berne);
2. d'examiner de quelle façon, au moyen de coopérations entre les institutions ou d'autres mesures, ces coupes peuvent être compensées.

Développement:

La ville fédérale Berne et le canton de Berne ont pris connaissance de trois mauvaises nouvelles de la part de la Confédération coup sur coup. Celle-ci a d'abord décidé de fermer le Forum politique de la Tour des Prisons, puis a ensuite annoncé une réduction des subventions pour le Musée alpin suisse, menaçant ainsi sa survie, et des coupes pour le Musée suisse en plein air Ballenberg. Enfin, nous l'avons appris il y a quelques jours, elle a planifié la réduction et, dès 2019, l'abandon de la contribution fédérale à la ville de Berne, le «million fédéral», qui se traduisait en subventions pour différentes institutions culturelles (le Konzert Theater Bern KTB, la Dampfzentrale à Berne, le Musée d'Histoire de Berne, etc.).

L'abandon du million fédéral devrait intervenir alors qu'un contrat de prestations entre la Ville de Berne et la Confédération est encore en vigueur, ce qui est particulièrement choquant. Le canton de Berne, en tant que canton siège de la ville fédérale, ne saurait accepter une façon de faire aussi déroutante de la part de la Confédération, et doit s'unir à la Ville de Berne pour s'y opposer activement et avec vigueur.

Il convient également d'ajouter que les institutions culturelles précitées fournissent régulièrement des prestations de services culturels en faveur de la Confédération. La contribution de la Confédération à la Ville de Berne se fonde sur l'article 18 de la loi fédérale sur l'encouragement de la culture (LEC) et sur le message culture 2016-2020 que le Parlement fédéral a approuvé le 19 juin 2015. La contribution à la ville de Berne y est présentée et justifiée ainsi: «Le versement de cette contribution est justifié par le statut particulier de ville fédérale et les tâches culturelles s'y rattachant. Une ville fédérale doit tout particulièrement disposer d'institutions culturelles attrayantes dans toutes les disciplines et pouvoir faire état de projets culturels d'envergure dont la qualité, le retentissement et le rayonnement permettent de toucher un large public.»

Or les institutions mentionnées précédemment ne peuvent qu'être qualifiées d'attrayantes. Il suffit de citer quelques-unes des manifestations qui se sont tenues au Musée d'Histoire de Berne pour

voir que des prestations culturelles régulières sont attendues du côté de la Confédération et que le Musée historique de Berne les lui fournit:

2013: Visite du Musée Einstein par le premier ministre chinois Li Keqiang, avec séminaire parallèle;

2014: Conférences et visite du Musée Einstein par le président de la République du Myanmar Thein Sein;

2015: Concours de langue chinoise dans la salle orientale du Musée d'Histoire de Berne, événement organisé par l'ambassade de la République populaire de Chine;

2016: Visite et discussion avec l'ambassadeur péruvien Thierry Roca Rey Delardier;

2017: Réception à l'occasion de la Fête du Canada dans le parc du Musée d'Histoire de Berne et visite de l'exposition.

En peu d'années, le Musée d'Histoire de Berne a accueilli plus d'une trentaine de manifestations présentant un intérêt pour la Confédération.

La réduction massive de la contribution fédérale allant au Musée alpin suisse menace l'avenir de ce musée exemplaire dont la réorientation est une réussite. Là aussi, une intervention claire du canton de Berne auprès de la Confédération s'impose.

En outre, dans l'hypothèse où la Confédération décide définitivement de réduire sa contribution et de mettre en œuvre cette décision, il faut en outre étudier si les missions confiées à ces institutions peuvent être assurées grâce à la mise en place de coopérations plus étroites entre les institutions culturelles en place à Berne ou d'autres mesures.

Les institutions culturelles menacées par les baisses de subventions doivent être en mesure de poursuivre leur mission malgré les coupes dans la contribution de la Confédération.

Motivation de l'urgence: L'abandon du million fédéral à la ville de Berne doit précisément être décidé dans le cadre du processus budgétaire en cours de la Confédération. Le canton de Berne doit donc intervenir dans les plus brefs délais.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est d'avis que la suppression de la contribution de la Confédération à la ville de Berne à partir de 2019 ne doit pas avoir lieu ou doit au moins être repoussée jusqu'à la fin du contrat de prestations fin 2020.

La suppression du «million fédéral» pour les prestations culturelles de la ville de Berne a été l'un des thèmes de la rencontre entre le Conseil-exécutif et les membres bernois du Conseil des Etats qui a eu lieu le 30 août 2017.

Le Conseil-exécutif mettra ce sujet sur le tapis chaque fois que l'occasion se présentera.

Le Musée alpin suisse a été fondé par la Confédération et le canton de Berne, qui le financent conjointement. Le Conseil-exécutif a donc été très irrité par la décision de la Confédération de réduire sa subvention de 75 pour cent. Le Conseil-exécutif est conscient que cette réduction de subvention menace l'avenir du Musée alpin suisse.

En 2014, espérant que le canton ferait de même, la Confédération a encouragé la réorientation du musée en majorant sa subvention. Les exigences faites au Musée alpin suisse et définies dans le cadre de cette réorientation ont été respectées. Celui-ci est aujourd'hui un des musées thématiques les plus innovants et dispose d'un vaste réseau international.

Le Conseil-exécutif est d'avis qu'en tant que cofondatrice du musée et source de sa réorientation, la Confédération devrait maintenir son engagement financier en complément des aides cantonales et régionales. C'est pourquoi le Conseil-exécutif cherchera la discussion avec la Confédération.

Ces dernières années, la politique culturelle du canton de Berne a misé fortement sur la création de coopérations. Ainsi, le Musée des Beaux-Arts de Berne et le Zentrum Paul Klee travaillent sous l'égide d'une même fondation faîtière et l'Orchestre symphonique de Berne a fusionné avec le Théâtre de la ville de Berne pour former le Konzert Theater Bern. Ces coopérations n'ont pas vu le jour pour des raisons d'ordre économique, mais pour améliorer la qualité et le rayonnement de ces institutions. Le Conseil-exécutif examinera la possibilité de mettre en place des coopérations favorisant les synergies dans les domaines cités.

Dans les cas du Konzert Theater Bern, de la Dampfzentrale et du Musée d'Histoire de Berne, que les motionnaires ont cités dans leur développement, la Confédération n'a pas une responsabilité directe. En effet, les fonds d'exploitation qu'elle met à disposition sont versés exclusivement à travers le «million fédéral».

Le Conseil-exécutif propose l'adoption et le classement de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:
Adoption et classement

La présidente. Wir kommen zu Traktandum 16. Wir führen eine freie Debatte und Grossrat Mentha hat das Wort zur Begründung seiner Motion.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich bin natürlich mit der Annahme der Motion einverstanden. Ich freue mich darüber und möchte der Regierung dafür danken. Ich bin jedoch nicht einverstanden mit der Abschreibung, und möchte Ihnen ganz kurz erläutern, weshalb dies so ist. Mit dieser Motion, die ich gemeinsam mit Nicola von Greyerz eingereicht habe, greife ich vor allem zwei Punkte auf: einerseits die drohende massive Streichung der Bundessubvention zugunsten des Alpinen Museums und andererseits die drohende Streichung der sogenannten Bundesmillion zuhanden der Stadt Bern, für die kulturellen Leistungen ihrer Institutionen im Interesse der Bundesstadt. In beiden Fällen wissen wir heute noch nicht, wie dies letztendlich herauskommen wird. Wir mussten zur Kenntnis nehmen, dass die Finanzkommission des Nationalrats die Bundesmillion offenbar streichen will. Der Bundesrat selber hat diese Sparmassnahme, also diese Streichung, zurückgenommen. Dort ist also das Rennen bzw. die Frage noch offen, was letztlich bei der Beratung des Budgets im Bundesparlament herauskommen wird. Beim Alpinen Museum wissen wir heute eigentlich auch noch nicht, ob es gerettet werden kann oder ob es mit dieser massiven Kürzung wirklich in eine akute Finanznot geraten wird. Wir sind einfach der Meinung, so lange diese Fragen nicht geklärt sind, muss und darf man diese Motion nicht abschreiben. Dies auch, damit das Signal, welches das Kantonsparlament hier gegenüber der Regierung, mittelbar aber auch gegenüber dem Bund aussendet, klar ist.

Ich möchte Sie zudem darauf hinweisen, dass ich zusammen mit Nicola von Greyerz eine Ziffer 2 eingebaut habe. Gemäss dieser würde man – im Sinne eines Eventualantrags oder eines Plans B, sollten diese Mittel seitens des Bundes tatsächlich gestrichen werden – versuchen, die Aufträge dieser Museen über Kooperationen zu retten. Ich denke da vor allem an das Alpine Museum und könnte mir vorstellen, dass man sich überlegen müsste, ob beispielsweise Kooperationen mit dem Historischen oder mit dem Naturhistorischen Museum möglich wären, sollte diese Dramatik wirklich eintreten und das Alpine Museum in seiner Existenz bedroht sein. Insbesondere bezüglich Ziffer 2 ist es daher verfrüht, die Motion abzuschreiben. Ich bitte Sie daher, die Motion wie die Regierung anzunehmen, aber noch keine Abschreibung zu beschliessen, damit Ziffer 2 auch wirklich noch hängig bleibt und man diesen Vorschlag weiter durchdenken kann, falls die Rettung der Bundesmillion und die Rettung des Alpinen Museums beim Bund misslingen sollten. Ich danke für Ihre Unterstützung.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Wie dem Kanton Bern geht es natürlich vielen Institutionen, wenn der Geldgeber sparen muss oder zumindest versuchen will zu sparen. Dabei kommt man unter Druck und das komplizierte Beitragsgeflecht gerät ins Wanken. Wir teilen das Anliegen der Motionäre, glauben aber auch, dass der Regierungsrat bisher die richtigen Schritte unternommen hat und dies auch weiterhin tun wird. In der Nationalratskommission gibt es ja immer noch eine Mehrheit. Diese Bemühungen sind also weiterzuführen, und deshalb kann diese Motion nicht abgeschrieben werden. Die BDP-Fraktion stimmt der Motion zu und lehnt deren Abschreibung ab.

Ich habe noch eine persönliche Anmerkung zu Punkt 2 des Vorstosses. Prüfwert ist meiner Meinung nach nicht nur, wie eine mögliche Beitragskürzung abgedeckt werden kann, sondern wie im Rahmen einer besseren Zusammenarbeit der Institutionen generell besser gewirtschaftet werden könnte. Dies mit dem Ziel einer besseren Qualität – aber so weit geht der Prüfungsauftrag wohl leider nicht.

Beat Giaume, Ittigen (PLR). Es ist unbestritten, dass Kulturangebote natürlich ganz allgemein, aber speziell auch in der Hauptstadtregion Bern, wichtig sind für die Gesellschaft. Sie sind unter anderem auch wichtig für die Reflektion unseres Daseins und Tuns, ebenso, wie für die Wertschöpfung, welche diese Institutionen aufweisen, und die Arbeitsplätze, die sie bieten. Wie wir sehen geht es in der Motion um zwei Anliegen. Es sind unterschiedliche Geldflüsse betroffen, wenn wir einerseits an das Alpine Museum denken, bei welchem direkt gekürzt werden soll, während andererseits eine indirekte Kürzung über die Bundesmillion geschehen soll, bei der es um Beiträge an die Stadt Bern für die betroffenen Kulturinstitutionen geht. Luc Mentha hat es schon erwähnt, und ich habe es mir ähnlich aufgeschrieben: Wie sieht es mit der Zusammenarbeit der Museen auf der sogenannten

Museumsinsel aus? Bestünde nicht auch dort noch die Möglichkeit, besser zusammenzuarbeiten? Es gab gerade eine Vernissage der Ausstellung «Weltuntergang – Ende ohne Ende» im Naturhistorischen Museum. Wir sehen dort, dass ja bereits themenübergreifende Dinge angeboten werden. Dort bestünden sicher noch Möglichkeiten der Zusammenarbeit, und das wurde in der Antwort der Regierung nicht speziell sichtbar.

Der Titel eines «Der Bund»-Artikels vom 15. November lautet: «Nun wird es doch noch eng für die Bundesmillion», und ich zitiere daraus: «In der ständerätlichen Finanzkommission wurden die Gelder durchgewinkt, im Nationalrat unterlagen nun aber die Befürworter – und die Berner Mitglieder.» Dies zeigt, dass diese Sache noch nicht im Trockenen ist. Aus dieser Sicht muss man davon ausgehen, dass es noch nicht sicher ist, ob diese Situation auf Bundesebene wirklich wieder korrigiert werden kann. In diesem Zusammenhang stellt sich mir aufgrund dieses Artikels, der neueren Datums ist, die Frage, gerichtet an den Regierungspräsidenten, ob nicht noch weiterer Interventionsbedarf seitens der Regierung besteht. Die FDP-Fraktion dankt für die Antwort der Regierung. Sie stimmt sowohl der Motion wie auch mehrheitlich ihrer Abschreibung zu. Je nach Diskussion wird es zur Abschreibungsfrage noch einzelne Nein-Stimmen geben.

La présidente. Beat Giauque, vielleicht können Sie ihre Frage noch etwas klarer stellen... Bei mir ist sie nicht so ganz klar angekommen, und ich glaube, beim Regierungspräsidenten ebenfalls nicht. Aber vielleicht können Sie sie bilateral noch etwas klarer ausformulieren.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Wir danken dem Regierungsrat für seine positive Antwort und dafür, dass er sich für die Bundesbeiträge für das Alpine Museum einsetzen will. Solche Interventionen seitens des Kantons sind wichtig und notwendig. Das Alpine Museum ist ein Museum von nationaler Bedeutung. Und dass sich der Bund hier nun «französisch verabschiedet», geht nicht. Ich möchte aber vor allem auf die letzten paar Sätze der Antwort des Regierungsrats eingehen. Wir sind der Ansicht, der Kanton müsse auch bei der Sicherung der sogenannten Bundesmillion einen Beitrag leisten und könne sich hier nicht einfach abgrenzen. In diesem Fall sitzen Stadt und Kanton im selben Boot: Von der Bundesmillion profitiert auch der Kanton, nicht nur die Stadt. Wir alle wissen, dass die Bundeshauptstadt auch unseren Kanton prägt. Deshalb ist es auch für den Kanton wichtig, dass die Bundeshauptstadt auch kulturell diesen Namen verdient. Im Moment steht ja auch die Bundesmillion auf der Kippe. Das wurde schon mehrmals gesagt. Aus unserer Sicht kann der Kanton die Stadt hier nicht einfach im Regen stehen lassen. Vielmehr muss die Stadt aktiv unterstützt werden. Es kann ja nicht im Interesse des Kantons sein, wenn er schlussendlich einen Teil dieser Bundesmillion im Rahmen des kantonalen Kulturbudgets übernehmen muss. Es gibt aber noch einen anderen Grund, weswegen die EVP-Fraktion gegen die Abschreibung ist. Wenn die Gelder des Alpinen Museums doch gestrichen würden oder die Bundesmillion gekürzt würde, wäre eine Umgestaltung der Kulturlandschaft in der Agglomeration Bern nötig. Es brauchte dann sicher mehr Zusammenarbeit und Kooperation. Die Stadt und der Kanton haben bisher keinen Plan für solche Szenarien in der Schublade. Sie müssten diesen zunächst erarbeiten. Auch aus diesem Grund sind wir nicht für die Abschreibung der Motion.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Es ist keine Frage: Die Bundeshauptstadt hat wichtige Aufträge kultureller Art. Ungeachtet dessen, welche Färbungen wir in der Kultur mögen, kennen wir alle den Genuss, wenn wir beispielsweise eine Städtereise machen und dabei spannende, ortstypische Kultur geniessen dürfen. So soll es auch in Zukunft in Bern sein und bleiben. Dass diese Gelder einfach weggestrichen werden sollen, hinterlässt eine etwas spezielle Ungewissheit. Die Antwort des Regierungsrats zeigt aber auf, dass er die Verantwortung diesbezüglich sehr wohl übernimmt, entsprechende Stellen angeht und diese Fragen thematisiert. Die EDU-Fraktion unterstützt den Antrag des Regierungsrats, die Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

La présidente. Damit schliesse ich den heutigen Sitzungsnachmittag und werde Ihnen, Grossrätin Anne Speiser, gern morgen um 9.00 Uhr das Wort erteilen. Dies, weil es nicht fair wäre, wenn Sie nun in zweieinhalb Minuten sagen müssten, was Sie wahrscheinlich gern in fünf Minuten sagen würden. Ich bedanke mich für den heutigen Nachmittag und wünsche Ihnen allen noch einen schönen Abend.

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 28.

Les rédactrices:

Claudine Blum (d)

Catherine Graf Lutz (f)